

1 - 16 mai
2000

n° 134

septième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique • Économie • Finances

Transportation

DANZAS
Logistics
Worldwide

 E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh
 Tel / Fax : 023 216 723
 Tel / Fax : 023 362 960

examineurs

On dit que lors de la réunion du Comité de suivi à Paris, le 25 mai, les bailleurs de fonds vont être plus exigeants vis à vis du Cambodge, plus pointilleux qu' auparavant. On va comparer les résultats obtenus aux critères précédemment fixés d' un commun accord, on va examiner l' état d' avancement des réformes promises, on va sonder les intentions profondes des dirigeants, leur volonté réelle d' aller dans le sens convenu.

Rien de plus naturel que de se soucier du bon usage de l' argent qu' on prête : le remboursement en dépend. Mais aussi, puisque en l' occurrence les prêteurs ne visent pas leur propre enrichissement, mais le développement des pays emprunteurs, rien de plus naturel que de se soucier des résultats de l' assistance.

C' est là que l' on peut s' interroger, que l' opinion mondiale commence à s' interroger. D' une part on observe que les pays qui ont "décollé", ou qui décollent, ne doivent pas, ou très partiellement, leur réussite à l' assistance internationale - comme le Japon jadis, les "petits dragons" hier, ou encore la Chine aujourd' hui - mais à leurs forces propres. D' autre part on observe aussi que des pays aidés depuis très longtemps, en Afrique par exemple, ne décollent pas franchement.

Il y a là matière à réflexion pour les bailleurs de fonds. Leurs approches, leurs méthodes sont-elles les plus efficaces ? Lorsqu' un pays n' atteint pas les critères fixés, lorsque le malade ne guérit pas, à qui la faute ? Au malade ? Au docteur ? Qui va faire passer à l' ONU, au FMI, à la Banque Mondiale, à l' ADB, ... des examens qui leur donneront, ou non, l' autorisation de poursuivre leurs activités ?

Concernant le Cambodge espérons que bailleurs et "baillés", examineurs et examinés, tout le monde à Paris sera reçu ... C. n.

VAN SOU IENG

Président du GMAC, Association des Industriels de la Confection

Après les 1er, 2 et 3 mai : le point sur la Confection

Il y a eu de grandes manifestations de salariés à Phnom Penh le 1er mai, comme partout ailleurs dans le monde, c' est très normal. Mais au Cambodge ce 1er mai a été suivi par deux jours d' absence au travail sans autorisation. C' est une faute très grave qui peut entraîner des licenciements.

C' est une organisation syndicale riche qui a organisé cela, ou bien des partis politiques, car il faut transporter tous ces gens, il faut leur donner à boire, les ouvriers eux-mêmes n' en ont pas les moyens. Il y a eu sans doute l' aide d' organisations syndicales étrangères, américaines, française, ... ; ce sont des professionnels qui ont incité, soutenu ces journées de grève. Sans doute par solidarité ouvrière.

Je ne vois pas pour ma part d' organisme politique ou d' arrière-pensée politique derrière ces manifestations. Je n' ai ni preuves ni soupçons concernant Sam Rainsy en particulier.

Une minorité décide

Les syndicats cambodgiens sont plutôt influencés par les syndicats étrangers que par les partis politiques cambodgiens. Ces syndicats, au lieu de leur apprendre l' ABC, les enmènent tout de suite au bout de l' alphabet ! Il existe d' autres syndicats que le FTUWKC [voir p. 2], qui ont beaucoup plus d' adhérents, qui sont plus modérés, plus coopératifs, plus compréhensifs. Chea Vichea [leader du FTUWKC] est le plus agressif, le plus insolent. Sur les 5 syndicats, un seul mène la violence et incite aux grèves non autorisées.

Non, le GMAC n' a aucune influence sur ces syndicats. Si on nous accuse de collusion,

cela n' a aucune réalité. Nous aurions bien voulu coopérer, c' est vrai, mais ce n' est pas le cas.

Ce que l' on observe c' est qu' à peine 30 % des ouvriers peuvent, ou non, décider la grève. Les autres n' aiment pas la violence et l' évitent. Finalement, c' est un petit pourcentage qui menace les autres et les force à cesser le travail. On n' arrive pas à résoudre ce problème, et le gouvernement non plus ne sait pas comment faire.

Il faudrait que la majorité puisse imposer sa volonté à la minorité, aux 10 - 20 % de violents

Salaire moyen entre 55 et 60 dollars

Revendications : quelles suites ?

Nos réponses aux revendications [voir p. 2] sont très claires :

- **salaires** : le passage du salaire de base de 40 à 70 dollars est économiquement insensé, et il n' est pas justifié d' augmenter les salaires cette année, à cause de la compétition très vive avec d' autres pays comme l' Indonésie.

Il ne faut d' ailleurs pas s' obséder avec ce salaire de base. Avec le système du salaire aux pièces qui incite à la productivité, les plus travailleurs gagnent beaucoup plus que le salaire de base, **beaucoup d' ouvriers gagnent 80 à 85 dollars, dans certains cas jusqu' à 100.**

La moyenne se situe entre 55 et 60 dollars.

Les heures supplémentaires non payées ? Ca n' existe plus. Si l' on en trouve des cas, je suis d' accord pour exclure les patrons concernés.

- **horaires de travail** : les 48 heures de travail par semaine sont maintenues ;

- **le paiement des journées de grève** : à chaque usine d' en décider, par discussions entre le personnel et la direction. Si ce paiement est possible, très bien. Dans certains cas, il y aura compensation : les deux jours non travaillés seront retirés sur les 18 jours de congés payés annuels.

Pour les **autres revendications** (application du Code du travail, création d' un tribunal du travail, fin de la corruption, diminution du prix de l' essence, ...) nous sommes d' accord. Mais tout ne dépend pas de nous.

Très peu de litiges

Il faut bien voir que 17 usines seulement, sur un total de 198, qui emploient plus de 100 000 travailleurs, ont fait grève les 2 et 3 mai. Il ne s' agit donc que d' une minorité, importante, mais qui ne doit pas faire oublier que d' une façon générale il y a un bon dialogue entre les directions et les ouvriers.

Le syndicat le plus revendicatif fait connaître des cas particuliers de litiges. Mais très peu nombreux au total : moins de 20 ! De notre côté, nous avons aussi notre version des faits, mais nous n' avons pas les mêmes moyens de les diffuser.

Grèves : les conséquences

Les retards provoqués par les grèves ont des conséquences importantes parce que, dans la situation actuelle les délais de livraison sont plus importants que le niveau des prix : il faut que les produits soient disponibles sur les marchés au moment de la demande, pas plus tard. Si l' on ajoute à ces

(suite page 3)

A l'intérieur

entretien : Van Sou Ieng pdt GMAC

 Le point sur la Confection pp. 1 - 3
 syndicalisme et manifestations
 conditions de travail p 2

Spécial Santé S. Rousseau

 Institut Pasteur Y. Buisson
 Handicap Intern. M. Bonnet
 Médias

pp. 4 - 5

 p. 6
 p. 7
 p. 8

Conditions de travail

La direction de l'Hygiène et de la Sécurité du Travail (ministère du Travail et des Affaires sociales) est chargée de tous les salariés, et pas seulement de ceux de la Confection.

Elle a pour cela 12 inspecteurs, qui vont dans les entreprises 4 jours par semaine. *"Ils manquent de moyens (parfois même d'essence pour se déplacer !), et peut-être de professionnalisme, car ils n'ont pas eu de formation spécifique; mais en plusieurs années, ils ont acquis une bonne expérience, et pris de l'assurance"*. Ils contrôlent les conditions de travail, et le service médical.

Au total, nous dit le directeur, les conditions d'hygiène et de sécurité ne sont pas très mauvaises dans la confection. Ce sont des détails qui manquent, des perfectionnements doivent être apportés. Par exemple, dans le tricotage, les femmes travaillaient debout 8 heures par jour ; nous avons obtenu, par décret, qu'elles puissent s'asseoir.

Notre rôle n'est ni de police ni de justice ; nous donnons des conseils, nous essayons d'améliorer les choses. En cas de faute caractérisée, nous faisons un procès-verbal et un rapport à l'Inspection du Travail. S'il n'y a pas d'amélioration, il y a accusation devant la Justice, jugement et pénalités. Le système est lent mais il fonctionne.

Il y a des secteurs d'activité qui nous échappent, notamment les chantiers de construction. Nos inspecteurs ne trouvent pas d'interlocuteurs, ils ne peuvent pas contrôler en particulier les conditions de travail des tâcherons employés à la journée. C'est sur ces chantiers surtout qu'arrivent les accidents.

Nous échappent aussi toutes les activités "sans enseignes", qui n'ont pas d'existence légale.

Mais dans l'ensemble, beaucoup de progrès ont été faits depuis quelques années. Les cas de refus d'inspection sont devenus rares.

Le syndicalisme au Cambodge

Grande journée de manifestations de travailleurs le 1er mai : dans ce domaine aussi le Cambodge se met aux diapasons des autres pays.

Les manifestants ont été du Stade olympique au ministère du Commerce, au ministère du Travail et des Affaires sociales, à l'ambassade des Etats-Unis, au bureau de coordination de l'Union Européenne, et à l'Assemblée nationale. Il n'y a pas eu d'excès, de violences, mais plutôt une atmosphère bon-enfant. Ce côté festif, plaisir d'être ensemble plutôt qu'ambiance revendicative, rejoint d'ailleurs ce qui s'est passé en France cette année.

Combien de manifestants ? Plus de 5000, sans peut-être atteindre les 10 000 annoncés par les organisateurs du FTUWKC (*Free Trade Union of Workers of the Kingdom of Cambodia*, ou *Syndicat Libre des Ouvriers du Royaume du Cambodge* : SLORC), dont le président est Chea Vichea.

"Il est difficile de distinguer les manifestants des curieux massés sur les trottoirs, nous dit un observateur professionnel français, permanent de la CFDT, Denis Jacquot. Par "manifestants" on s'accorde en général à compter "ceux qui bougent". Le dénombrement le plus significatif est plutôt celui des "sympathisants actifs", c'est à

dire ceux qui, cotisants ou non, seront d'accord pour participer à une manifestation, à une action de revendication le jour venu.

Le FTUWKC avait 6500 adhérents (cartes) en décembre 1999. Tous ne paient pas la cotisation mensuelle de 1000 riels. Remarque : il n'y a pas de coopération entre le SLORC et les autres syndicats, notamment CUF et CTIFU.

Un précédent inquiétant

On ne peut être pas être aussi laudatif en ce qui concerne les deux jours de grève des 2 et 3 mai parce que sans préavis ni autorisation. Va-t-on sanctionner, rémunérer ces grèves illégales ?

La crainte des responsables d'usines, et du GMAC (*voir l'interview de Van Sou leng*) c'est que, s'il n'y avait pas de sanctions, se développe "une culture de la grève sans préavis", qui aurait des conséquences graves pour la compétitivité de la Confection.

Enseignements pour tous

Peut-être ces deux journées de grève ont-ils eu cependant leur utilité :

- côté manifestants, on a vu que les revendications déraisonnables ne pouvaient pas être satisfaites : salaires de base à 70 dollars notamment.

Naissance du syndicalisme

On peut dater la naissance du syndicalisme au Cambodge de la grève de *Cambodia Garments* en décembre 1996 (cn 64).

Voici la narration qu'en fait le représentant de la CFDT dans sa "note de présentation du *Syndicat Libre des Ouvriers du Royaume du Cambodge*" :

"Dans le milieu des années 90, les protestations et les grèves spontanées se multiplient. Le 15 décembre 1996, 158 ouvrières du textile de l'entreprise Cambodia Garments, à capitaux malaisiens, employant 4000 salariés, créent le syndicat libre du textile. Après une grève suivie à fort impact dans le pays, elles arrachent un accord d'entreprise accordant

- côté patrons, on a vu que le syndicalisme progresse, qu'il est de plus en plus nécessaire de respecter le code du travail. Sur ce point les patrons subissent d'autre part la pression des acheteurs, qui attribuent des quotas conditionnels. *"Depuis que des quotas ont été imposés en 1999 et qu'ils sont liés aux conditions de travail, les salariés ont noté des améliorations dans leurs relations avec le ministère des Affaires sociales et dans leurs conditions de travail"* note le délégué de la CFDT.

Il y a eu les 2 et 3 mai comme des travaux pratiques très formateurs pour tous les partenaires : gouvernement, salariés, syndicats, patronat.

Solidarité internationale

Le mouvement syndical a été aidé par l'OIT (formation); par la FES (formation, contribution à la location d'un local); la CMT et l'Internationale de l'Education ont donné un appui financier à la manifestation du 1er mai; *"le coût du dernier congrès du SLORC, 6600 \$, a été financé par l'APRO (2000 \$), la CISL (1000\$), la FES (500), le CFDT (500), Sam Rainsy a mobilisé 2000 \$"* (source : rapport du délégué CFDT).

La CFDT contribue actuellement à la formation de délégués syndicaux d'entreprise du FTUWKC, et prépare un programme qui doit aboutir à moyen terme à un accord de travail pour 2 ou 3 ans. **C.N.**

Les revendications du 1er mai

- augmentation du salaire minimum de 40 à 70 dollars / mois;
 - durée du travail hebdomadaire diminuée de 48 à 44 heures/semaine;
 - fin des renvois arbitraires des syndicalistes;
 - application effective du Code du Travail;
 - mêmes congés payés que les fonctionnaires;
 - création d'un tribunal indépendant pour les conflits du travail;
 - fin de la corruption;
 - mesures pour assurer des conditions de santé et de sécurité raisonnables;
 - réduction du prix des carburants et des biens de consommation.
- (source FTUWKC)

seulement les responsables du gouvernement, mais des représentants de l'opposition et des ONG. FMI et Banque mondiale sont en train de finaliser une étude sur la situation du Cambodge, en particulier sur les moyens de réduire la pauvreté et de diminuer la corruption. Il semble que les conditions de l'aide posées par les bailleurs de fonds seront plus politiques que techniques : on demandera au gouvernement du Cambodge d'atteindre des critères techniques, mais plus encore de dé-

montrer sa volonté de démocratisation et de lutte contre la corruption.

L'aide américaine

L'aide bilatérale des Etats-Unis au Cambodge atteignait 40 millions de dollars par an avant les événements de 1997. Après, environ 10. Reprendra-t-elle au même niveau ? Il semble que les autorités américaines soient plus que jamais attentives au processus de démocratisation, au bon déroulement du procès des khmers rouges, aux élec-

une augmentation du salaire de base qui passe de 35 à 37 dollars, la limitation à 47 heures de la durée légale de la semaine de travail, la création d'une indemnité maladie et l'obtention du congé de maternité. La généralisation du mouvement de protestation à l'ensemble des 36 usines de la confection amène le gouvernement à faire voter par l'Assemblée un Code du Travail. Il est adopté en janvier 1997 en phase avec les normes internationales de l'OIT. Le salaire de base mensuel est fixé à 40 \$. Le 2 février 1997 le SLORC tient son premier congrès et confirme comme présidente Ou Mary qui avait créé le syndicat à Cambodia Garments."

tions communales, ... et en font la condition d'une reprise plus substantielle de l'aide. Certains milieux américains font remarquer d'autre part que les quotas d'importation constituent une aide importante ...

Koh Kong - RN 4

La route 48 de Koh Kong à la nationale 4, abandonnée depuis 30 ans, va être réhabilitée grâce au financement privé de la compagnie de Duty Free de Sy Yongphat. Le gouvernement remboursera en 5 ans. La route

A PROPOS ...

Avant la réunion de Paris

A la réunion du CG à Paris, le 25 mai, le gouvernement cambodgien va demander aux bailleurs de fonds 1,5 milliard de dollars sur 3 ans, chiffre plus élevé que le précédent établi à Tokyo : 1,2 milliard. L'argument : le Cambodge est maintenant en paix.

Les bailleurs de fonds sont maintenant beaucoup mieux informés de la situation au Cambodge. Ils ont rencontré non

Van Sou Ieng : après les 1er, 2 et 3 mai, le point sur la Confection

(suite de la page 1)

grèves non prévues les délais de paperasserie, le Cambodge risque de perdre de sa compétitivité, et ce sont des usines qui ferment. Non, je ne fais pas du chantage au désastre la fermeture d'usines est un risque réel.

Je rappelle que la Confection est de très loin le premier employeur et le premier exportateur du Cambodge.

Conservons la compétitivité !

Les Cambodgiens ont maintenant de bons rendements. Mais comparé à la Chine le seul avantage du Cambodge ce sont les quotas américains, et l'exportation sans quotas vers l'Europe.

Les rendements des travailleurs chinois sont deux fois meilleurs, leurs salaires ne sont que de 35 dollars dans l'intérieur du pays, ils travaillent 10 heures par jour, ils ne font pas grève. Il ne s'agit pas de prendre cette situation pour modèle, mais il faut en tenir compte.

La concurrence du Vietnam n'est pas à craindre pour un proche avenir; pas avant deux ans.

En revanche, il faut craindre la concurrence de l'Indonésie, où les rendements ne sont pas encore bons, mais où les salaires sont très bas.

Quotas augmentés si ...

Ici au Cambodge nous avons le sens de la responsabilité sociale. Des deux côtés, patronat et ouvriers, nous savons que nous sommes partenaires, un côté n'existe pas sans l'autre.

D'autant plus que les acheteurs exigent des produits qui impliquent une responsabilité sociale. Les Etats-Unis font dépendre le niveau des quotas de l'amélioration des conditions de travail.

Si nous faisons la démonstration que les conditions de travail s'améliorent, l'augmentation des quotas, qui a été de 5

% sur les 14 % possibles, atteindra peut-être 9 % pour 2001 ... la décision interviendra en décembre prochain

La représentation ouvrière

Chaque usine a 6 mois à un an pour qu'il ait lieu l'élection de représentants des ouvriers. Selon mes informations, 83 % des usines l'ont fait.

On entend des accusations selon lesquelles ces représentants seraient plutôt "choisis" qu'élus. Nous disons : si c'était vrai, alors il n'y aurait pas seulement quelques milliers de grévistes, mais 800 000 : 83 % des effectifs ! Si ceux qui nous accusent ont des preuves, qu'ils les fassent connaître, qu'ils portent plainte, et que l'on recommence les élections !

Peut-être que ceux qui n'ont pas été élus ont tendance à dire que les élections n'ont pas été justes ...

Poursuivre l'amélioration

Imaginez que dans un troupeau de 100 000 chevaux, il y en a 2 ou 3000 qui galopent de façon indisciplinée, il ne faut pas exagérer le problème. La situation d'ensemble est très bonne !

Mais nous voulons bien sûr faire mieux et diminuer le nombre des indisciplinés, comme celui des mauvais patrons.

Le GMAC que je préside n'a pas d'autorité sur les patrons d'usine. C'est la loi économique qui forcera les mauvais patrons à observer la réglementation du travail. Ce que peut faire le GMAC : exclure un patron de l'Association au cas où les 40 dollars de salaire de base ne sont pas versés, ou s'il y a des retards de salaires, ou si les heures supplémentaires ne sont pas payées. Il est plus difficile de juger les "mauvais traitements", il y a plusieurs niveaux, il peut y avoir des "relations humaines incontrôlées". Les "brebis galeuses" dans la profession je suis d'accord pour qu'on s'en dé-

barrasse.

Pour les inspecteurs du Travail, je ne conteste pas que peut-être certains sont empêchés de contrôler, ou qu'il y ait de la corruption. Mais un inspecteur qui n'a pu contrôler, ou que l'on a payé, fait tout de même un rapport, puis un autre, et on finit par repérer une situation anormale.

Cela en tous cas n'est pas du ressort de mon Association, c'est la responsabilité du ministère du Travail et des Affaires sociales, et celle du Gouvernement.

D'une façon plus générale, il faut souligner que la violence a diminué, qu'il y a un vrai progrès du côté syndical et je m'en réjouis.

Des trois partenaires : travailleurs, patrons et pouvoirs publics, je pense que le ministère du Travail est encore très en retard. Mais cela n'est pas notre faute.

Appel aux partenaires

Je voudrais faire un appel aux ouvriers :

- **Donnez une chance au dialogue avant de faire des grèves qui ne font que détruire !** Il est vrai qu'il existe des patrons injustes. Certains ne connaissent pas encore les règlements, ne connaissent pas les coutumes locales. Mais il faut d'abord une plainte. Ces grèves "sauvages" font perdre de l'argent à l'usine, qui en conséquence en a moins à donner. Elles donnent une mauvaise image à l'étranger, ce qui a pour conséquence moins d'investissements et donc moins d'emplois.

- si le dialogue n'existe pas, faites **une demande de grève conformément à la loi.** Il ne faut pas que se développe une "culture de grève sans préavis". Il y a des gens qui en profitent (il y a des vols).

- au Gouvernement je voudrais dire : il faut clarifier ce

point : **en cas de grève illégale, avons-nous le droit de licencier ?** C'est la loi, mais si nous le faisons, on va nous accuser. Et il n'y a pas de tribunal du Travail pour décider. Nous demandons que la loi soit appliquée par tous. **On souhaite la création d'un tribunal du Travail tant du côté patronal que du côté syndical.**

Les fraudes

Les faux certificats d'origine permettaient à des marchandises fabriquées hors du Cambodge de bénéficier des quotas cambodgiens à l'entrée au Etats-Unis. Les fraudes portaient sur 3 ou 4 articles et représentaient sans doute 15 à 18 % des exportations de la confection vers les Etats-Unis. C'est évidemment une bonne chose si on y met fin.

Confection :

progression moins rapide

La progression de la Confection au Cambodge ? Elle continue, mais à un rythme moins rapide. De 1996 à 1998 elle a atteint 100 % chaque année. Une usine se créait chaque semaine. Maintenant, c'est une fois tous les deux mois.

Pourquoi ce ralentissement ? La première des causes : **les quotas.**

Ensuite : **les coûts de production.** Ils s'élèvent, les grèves y contribuent, et l'image du Cambodge se ternit. On n'en est pas encore à la situation de la Corée, où c'est la grève permanente, mais au Cambodge il faut tenir compte aussi de la corruption, des délais administratifs, ce qui met en jeu la compétitivité au moment où d'autres pays, sous l'effet de la crise asiatique, offrent aux investisseurs des conditions très avantageuses, par exemple un terrain gratuit. S'il n'y avait pas ces freins, il pourrait y avoir une création d'usine tous les mois ...

A PROPOS ...

comporte 4 grands ponts totalisant 2 645 m. Cette route contribuera à augmenter les échanges entre la Thaïlande et le Cambodge (d'après *Rasmei Kampuchea trad. The Mirror*).

Des soldats et des arbres

Interdire toutes les coupes de bois comme envisagé par certains (cn 133) est irréalisable, nous dit un responsable cambodgien, parce que les coupes clandestines sont le moyen de

vivre de nombreux militaires que le gouvernement n'a pas les moyens de rémunérer correctement. Et le problème va s'aggraver avec la démobilisation. On ne peut pas, selon lui, mener à la fois ces deux réformes : la démobilisation et la gestion bien contrôlée de la forêt.

Fraude aux c.o.

Dix personnes ont été présentées au tribunal le 24 avril pour avoir fabriqué de faux documents permettant d'exporter des produits de Confection aux

Etats-Unis. Les faux certificats d'origine étaient vendus 3000 dollars pièce, indique *Rasmei Kampuchea*, principalement à des businessmen chinois qui pouvaient ainsi exporter directement à partir de la Chine des produits de confection vers les Etats-Unis.

ELVIS et SIGL

Pour éliminer l'entrée aux Etats-Unis d'articles de confection grâce à de faux certificats d'origine, le système ELVIS, qui communique immédiatement

ment aux douanes américaines la copie des licences d'exportation délivrées au Cambodge par le ministère du Commerce (cn 123), va être opérationnel à partir de juillet. Avec l'Union européenne le système SIGL a déjà été mis en place.

Le ministre du Commerce Cham Prasith estime qu'actuellement les articles frauduleux, qui prennent la place des articles d'origine cambodgienne, représentent à peu près 20 % du total des exportations cambodgiennes aux Etats-Unis.

ans l'ensemble, le diagnostic établi par Stéphane Rousseau, directeur de Medicam, dont personne ne conteste la compétence, est sévère. La Santé au Cambodge souffre de maux multiples. Il y aurait même de quoi faire scandale. Mais cela n'avancerait rien, estime-t-il. Plutôt que de provoquer des affrontements, il vaut mieux essayer de corriger progressivement les dysfonctionnements, y travailler avec tous ceux, dans le service public et dans le secteur privé, qui souhaitent que les choses s'améliorent.

Les trois budgets de la Santé

L'enveloppe annuelle attribuée à la Santé n'est pas seulement très faible dans les budgets de ces dernières années (4,7 % en 1998, 7,1 % en 1999, *ndlr*), on observe de surcroît qu'elle n'a pas vraiment été dépensée pour la Santé. Elle a été amputée de façon importante au profit de la Défense et de la Sécurité (*un fait que reconnaît le ministère des Finances, ndlr*). En 1999, la Santé n'aurait reçu que 89 % de son budget officiel, les provinces, 33 % du leur !

Il y a encore des diminutions très importantes entre le budget théoriquement alloué aux provinces (une partie importante du budget va directement aux provinces, sans transiter par le ministère de la Santé) et ce qu'elles reçoivent réellement, à cause des procédures très compliquées d'allocation des fonds.

Il y a ainsi trois budgets de la Santé, observe Stéphane Rousseau : celui des déclarations officielles, celui dont le ministère des Finances fait part aux provinces par *prakas*; et celui que les provinces reçoivent réellement.

"Pratiquement, le manque de moyens est tel qu'il arrive qu'un centre de santé soit obligé de vendre des médicaments même essentiels pour faire fonctionner le frigo".

La faiblesse des moyens financiers attribués au secteur de la Santé est, avec le manque de personnels qualifiés, l'obstacle principal à l'amélioration du niveau de la Santé au Cambodge.

[Pour 2000 l'enveloppe Santé représente 9,2 % des dépenses budgétaires, proportion en progrès, et cette année, selon le ministère des Finances, il ne devrait pas y avoir de ponction en faveur de la Défense, ch 133].

Quant au faible niveau de qualification des personnels, il est l'héritage des années de génocide et de guerre. Pour y remédier il faut là aussi des moyens financiers, et du temps.

circuits financiers obscurs complexes et paralysants

Le système d'allocation des ressources est si compliqué qu'il est impossible aux responsables de centres médicaux, aux directeurs de la Santé au niveau des districts et des provinces, de faire de prévision, même de gestion, et pratiquement impossible d'obtenir le remboursement des dépenses.

Medicam regroupe une centaine d'ONG travaillant dans le domaine de la Santé au Cambodge. Les rapports cités dans cette étude ont été préparés et autorisés par le comité directeur de Medicam, avec l'appui du secrétariat. Les observations sont issues d'observations faites directement par des ONG ayant une longue expérience du secteur de la Santé au Cambodge.

la Santé ça ne va pas

Après 15 ans au Cambodge, Stéphane Rousseau, directeur de Medicam, organisme qui regroupe une centaine d'ONG travaillant dans le secteur de la Santé, prend d'autres responsabilités au Laos. Il a fait part de ses observations, réflexions et recommandations dans ses fascicules annuels, dans une conférence le 26 avril, et dans un entretien avec *Cambodge Nouveau*.

Misère du budget Santé

Circuits financiers compliqués et obscurs

L'endettement médical

cause majeure d'appauvrissement

Inégal accès à la santé

Cliniques privées sans contrôle

Trafics sur les médicaments

le ministère des Finances et celui de la Santé qu'au niveau des provinces.

Le rapport pour 2000 note des améliorations, mais le ministère de la Santé n'est toujours pas informé par le ministère des Finances des allocations attribuées chaque mois à chaque province. "La plus grande partie du budget Santé continue à être géré par les fonctionnaires du ministère des Finances".

Plus inquiétant, au chapitre "manque de transparence"

deux observations :

- "les paiements en dessous de table semblent continuer";
- et (malgré les progrès, soulignés par le rapport 1999, concernant la distribution des médicaments aux établissements de santé), l'approvisionnement en médicaments reste non-transparent. "Il se pourrait que l'intermédiaire privé qui en a le monopole depuis 1998 (*la Sokimex, qui s'en défend, ndlr*) les facture au gouvernement 60 % plus cher que les prix internationaux".

En l'absence de tout contrôle, d'autre part, il y a beaucoup de faux médicaments en circulation, y compris dans des domaines vitaux ! Le département Pharmacie du ministère de la Santé devrait être beaucoup plus sévère. Il prépare un contrôle au moins pour les médicaments vitaux.

Les deux corruptions

Le compte-rendu pour 1999 abordait la délicate question de la corruption en distinguant une "corruption de survie" au niveau du personnel de la santé explicable par le très faible niveau des salaires, et une "corruption de prédateurs" pratiquée à haut niveau. Il suggérait que supprimer la corruption des prédateurs permettrait d'augmenter les salaires du personnel de la santé. Et diminuerait ainsi la corruption "de survie".

En mai 1999, note le rapport pour 2000, on a augmenté de 30 % des salaires des personnels de santé. Mais c'est une augmentation de 300 % qu'il faudrait.

Le rapport observait toutefois qu'une augmentation des salaires ne suffirait pas à elle seule à supprimer toute corruption, à faire que chacun observe une stricte éthique professionnelle. La motivation du personnel dépend de nombreux facteurs : l'"environnement", la qualité de la direction, son implication, etc ...

La Santé cause principale de l'appauvrissement

Une observation paradoxale : au lieu de soulager la misère, les soins de santé sont souvent la cause d'une plus grande pauvreté, parceque pour payer les soins –souvent tout à fait inefficaces– il faut s'endetter, et que pour rembourser cette dette une famille est souvent contrainte de vendre ses derniers biens : le buffle, le champ ... et tombe ainsi dans une misère

irréversible. 40 % des villageois qui ont perdu leur terrain faute de pouvoir rembourser leurs dettes se sont endettés pour soins de santé.

Une étude récente montre que la dépense moyenne pour la santé est de 33 dollars par individu et par an. "La plupart des Cambodgiens dépendent pour la santé beaucoup plus qu'ils ne peuvent rembourser". 45 % des patients empruntent pour la santé. Pour les budgets les plus faibles, la santé représente 28 % des dépenses.

Le système existant ne tient aucun compte de l'insolvabilité des malades, sans aucune observation des procédures mises en place par le ministère de la Santé.

La "contribution de l'usager" est un système très difficile à

La Santé ? Ca ne va pas

mettre en place, il est appliqué de façon telle qu'il contribue à éloigner les malades pauvres des soins. Qui est "pauvre" ? Faut-il tenir compte des pauvretés saisonnières ? Des maladies chroniques ? Etc ... De plus en plus, les soignants ont tendance à ne s'occuper que des malades payants, à ignorer ceux qui doivent bénéficier d'"exemptions".

A l'évidence, il n'appartient pas aux centres de santé de supporter le coût des pauvres, mais au gouvernement, et à titre temporaire seulement aux ONG et sous-traitants de la Banque mondiale.

Le système écarte les plus pauvres des soins de santé

L'idée de faire participer aux coûts ceux qui peuvent payer pour aider ceux qui ne le peuvent pas se heurte aussi au fait que ceux qui peuvent payer ont tendance à aller dans le secteur privé ... de sorte que le public n'a à soigner que les plus pauvres.

Conclusion de Medicam dans son rapport 1999 : ce n'est pas le système de "contribution de l'usager" qui résoudra le problème de l'insuffisance des salaires. Conclusion reprise et aggravée dans le rapport 2000 : "Medicam estime que les systèmes de contribution de l'usager sont presque toujours défectueux, que le système d'exemption a pour effet de diminuer l'accès aux soins de santé de ceux qui n'ont pas les moyens d'y accéder.

"Les observations faites sur le terrain montrent que l'égalité de l'accès aux soins ne s'est pas amélioré depuis qu'a été introduit le système de la contribution de l'usager, au contraire".

Éthique et niveaux

Manque d'éthique professionnelle et faiblesse des niveaux de qualification sont une cause de graves préoccupations, elles peuvent mettre des vies en danger. Le rapport relève dans ce domaine :

- l'entrée à la Faculté de Médecine se paie dit-on aux environs de 7000 dollars, une somme très forte qu'il s'agit ensuite de rembourser et pour cela de "récupérer". Dès le départ le système est faussé.

- une "corruption institutionnalisée", et une activité dans le secteur privé par les agents du secteur public causées par la faiblesse des salaires, et conduisant à des pratiques contraires à l'éthique professionnelle. "des personnels du secteur public continuent à diriger des patients vers leurs cliniques privées", note le rapport de 1999. "Il n'est pas rare que des pauvres gens, même en cas d'urgence, se voient refuser des soins" (id^e).

- ces pratiques sont aggravées par la faiblesse des qualifications, le manque de lois et de règlements, des prescriptions défectueuses, un manque de volonté de la part du ministère de la Santé d'enquêter sur ces pratiques, l'absence d'Ordre des Médecins, l'absence de modèles aux plus hauts niveaux.

Pas de lois ni de règlements

Un point que Medicam approuve : le projet gouvernemental de créer un "Ordre des Médecins". Cepen-

Recommandations

Pour corriger chacun des dysfonctionnements exposés ci-dessus, les rapports de Medicam font des "recommandations" - en somme des ordonnances. Stéphane Rousseau souligne particulièrement :

- que le gouvernement fasse de la Santé, dans la réalité, une priorité majeure;

- que l'objectif "donner à tous un égal accès à la Santé" se traduise dans les faits;

- que le budget de la Santé continue sa progression et assure qu'il soit géré avec rigueur;

- que la législation soit complétée et qu'elle soit respectée;
- que le gouvernement prenne en charge les soins donnés aux plus pauvres;

"Au total nous ne sommes pas pessimistes, des changements sont possibles. Nous avons de bons contacts avec les autorités de la Santé et participons aux discussions".

Pour faire progresser la situation, il faudrait des relais dans la société civile : que les journaux cambodgiens contribuent à éduquer la population, que les Cambodgiens sachent mieux ce qu'ils peuvent attendre

tant les lacunes sont considérables :

- les lois existantes sur les médicaments, le contrôle de la qualité, les produits contrefaits, ne sont pas appliquées;
- le règlement sur les licences des pharmacies ne sont pas appliqués (les licences sont revendues, ou louées), les taxes sont perçues sans relations avec le professionnalisme;
- le secteur médical privé n'est soumis à aucun contrôle, ce qui conduit à des pratiques dangereuses, qui ne sont pas sanctionnées;
- absence d'organismes professionnels; il est urgent d'établir des critères minimaux concernant les soins et la compétence des personnels.

Le secteur public en crise

Corruption institutionnalisée

Faibles niveaux de compétence

Manque d'éthique professionnelle

Manque d'exemples venus d'en haut

Manque de lois et règlements

Enseignement de niveau insuffisant

Problème de personnels

Medicam regrette fortement que les autorités de la Santé ne fassent pas plus d'efforts en faveur des ressources humaines et de la formation professionnelle, pourtant d'une importance capitale. Les formateurs sont souvent peu compétents. L'enseignement est souvent de qualité insuffisante, l'enseignement pratique de faible niveau, avec des salles et des laboratoires mal équipés ou ne fonctionnant pas.

La répartition des personnels est faite sans aucune logique médicale. On constate une inégalité persistante entre les régions géographiques. La formation des infirmières n'est pas adaptée aux régions éloignées.

Le secteur public en crise

Secteur public et secteur privé sont étroitement liés, mais travaillent dans des conditions très inégales qui conduisent à une progressive perte de confiance de l'opinion dans le secteur public, à l'avantage du secteur privé, qui ne se préoccupe guère de ceux qui ne peuvent pas payer.

Face à un secteur privé aux motivations commerciales, qui ne fournit souvent que des soins de mauvaise qualité à des prix élevés, dans un environnement sans lois, le secteur public se bat pour offrir des services de qualité avec des budgets limités.

Une observation sur laquelle insiste le rapport 1999 : la qualité des soins est généralement perçue par les patients en fonction du nombre de médicaments prescrits. Ce fait est exploité par les médecins du public qui orientent les malades vers leurs cliniques privées, pour leur profit, à tel point qu'"on peut se demander si le secteur public survivrait longtemps si la corruption était totalement supprimée".

Pour remédier à cette situation, souligne Stéphane Rousseau, il faudrait que les usagers soient mieux éduqués, et connaissent leurs droits. Il est indispensable, pour que les trois partenaires - gouvernement, corps médical, consommateurs - se trouvent en harmonie que soient créés des organismes auto-régulateurs : Ordre des Médecins et associations de consommateurs, et qu'un médiateur fasse l'intermédiaire entre les consommateurs et le service public.

de la Santé, qu'il y ait un Conseil de l'Ordre pour faire respecter l'éthique professionnelle, des associations de consommateurs, un médiateur.

"Nous pensons qu'il est important de faire connaître les faits aux ambassades, aux bailleurs de fonds. ... La transparence contribuera à améliorer le système".

Pour une politique globale de la Santé

"Il faudrait aussi concevoir une politique de la Santé dans son ensemble, qui prenne en compte, outre le secteur public : le privé, les ONG, et le secteur traditionnel".

Mon opinion rejoint celle de Stéphane Rousseau, nous dit M. Yves Buisson.

Je suis frappé par le nombre incroyable d'organismes, ONG et autres, qui s'occupent de la santé au Cambodge, c'est un pays qui reçoit une aide très importante par exemple de pays comme la France, et pourtant, selon un premier tour d'horizon puisque je ne suis là que depuis 5 mois, je trouve l'état de santé déplorable.

Il y a probablement un manque de coordination entre tous ces organismes, gouvernementaux ou non. Il me semble aussi que les autorités sanitaires n'ont pas assez de poids pour affirmer leur volonté. Des organismes comme l'UNICEF, l'OMS, décident beaucoup, et les autorités cambodgiennes n'ont pas les moyens de s'en affranchir. Il faudrait que les responsables cambodgiens prennent de l'assurance, de l'autorité, jusqu'à aller contre les recommandations de l'OMS concernant les traitements anti-retro-viraux.

Il faudrait que le ministre définisse lui-même ses priorités, par exemple la lutte contre le sida, par exemple contre la rage, qui existe même à Phnom Penh !

Le sida "second génocide"

Il existe évidemment de bons établissements hospitaliers au Cambodge, mais ils ne sont pas représentatifs de la misère générale de la santé publique, c'est le cas aussi de l'Institut Pasteur.

Ce que l'on ne voit pas assez en particulier, c'est que la progression du sida au Cambodge, qui est la plus rapide au monde, fait prévoir un véritable cataclysme, un "second génocide".

Assistance française
La France fait beaucoup pour la santé au Cambodge. Dans la dernière répartition disponible de l'assistance française (en 93), le programme 1993-2001 "Complexe hospitalo-universitaire Calmette (y compris Faculté de Médecine, de Pharmacie et Dentaire) figurait pour 60,3 millions de FF, le programme MST-Sida 1995-98 pour 6 millions de FF. A l'époque (1998) le chapitre Santé n'était dépassé que par le Centre Culturel Français 1992-1998 (145 mio de FF) et par l'ITC 1995-1999 (72 mio de FF). Ces chiffres aujourd'hui dépassés donnent un ordre de grandeur.

INSTITUT PASTEUR

Un entretien avec M. Yves BUISSON, directeur

Le premier cas de sida a été signalé en 1991. La première cause de la très rapide progression, tout le monde en est d'accord, a été la présence de l'APRONUC, qui a développé considérablement la prostitution. Jusqu'alors le taux de séropositivité était très faible.

Il existe aussi d'autres causes : l'existence de la prostitution est un fait historique, il est habituel que les garçons aillent au bordel, et souvent sans préservatif, surtout si l'on a bu de l'alcool... Aujourd'hui les "réservoirs de virus" sont principalement les prostituées, les militaires, la police, ... Il est particulièrement dramatique que les contaminés transmettent la maladie à des victimes innocentes : leurs femmes, leurs enfants.

La maladie peut exister longtemps sans symptômes. Il peut y avoir une latence de plusieurs années. Mais au Cambodge, à cause de mauvaises conditions d'hygiène, d'un grand nombre de transmetteurs, cette phase de latence est plus courte : 3 ou 4 ans maximum.

Le sida se manifeste par des "maladies opportunistes", la plus fréquente au Cambodge étant la tuberculose. Mais lorsqu'on a soigné une première maladie en apparaît une autre, puis une autre, ... Il se crée ainsi actuellement une population malade de ces "maladies opportunistes".

Bientôt submergés ?

Combien y a-t-il de séropositifs au Cambodge ? On disait 180 000 en 1998. Peut-être 200 000 maintenant ?

Le nombre des malades est encore à peu près supportable par le système hospitalier. Le système n'est pas encore tout à fait saturé. Mais les gens contaminés vont entrer dans une maladie, leur nombre va augmenter rapidement, alors que le système hospitalier cambodgien est absolument incapable de faire face à une forte augmentation, en termes de qualité comme de quantité.

Tri-thérapie

Au Cambodge on n'a pas les moyens de soigner les gens avec la tri-thérapie utilisée en occident, elle est trop chère

(bien que son prix diminue).

Cette trithérapie (l'AZT ne marche plus) prend en compte la quasi-totalité des sidas, même s'ils sont résistants; elle renforce et restitue le système immunitaire, qui atteint un niveau au-dessus des maladies, bloque la multiplication des virus. Le contaminé peut reprendre une vie normale, travailler, il devient beaucoup moins contagieux.

Et bi-thérapie

On travaille beaucoup sur une bi-thérapie qui serait efficace et moins chère, allant à l'essentiel, la diminution de la

Le SIDA second génocide ?

charge virale (le reste coûte cher pour pas de résultats durables) et même peu onéreuse. L'ANRS française y consacre un budget

très élevé, en collaboration avec les Instituts Pasteur du Vietnam et du Cambodge, avec des cliniciens cambodgiens très demandeurs. C'est urgent. Le taux de morbidité (de maladies) augmente, qu'il s'agisse de tuberculose, de cachexie, de quantité d'autres maladies... La perte d'une population jeune, de 20 à 50 ans, est une catastrophe pour le pays, elle représente comme une seconde saignée.

D'autre part les malades remplissent les hôpitaux, et toutes ces maladies coûtent extrêmement cher.

Une bi-thérapie qui présenterait un bon rapport qualité/prix serait bien indiquée pour le Cambodge. Toutes les voies n'ont pas encore été explorées dans ce domaine pour des raisons diverses (de laboratoires, ...).

Autres moyens de lutte

Au Cambodge pour lutter contre le sida on a :

- le dépistage - l'Institut Pasteur a ouvert en 1995 le pre-

mier centre de dépistage anonyme et gratuit. Il réalise 12 000 dépistages gratuits par an, en partie aidé par la coopération française. Il existe maintenant 5 autres centres;

- les conseils : utiliser le préservatif, on fait des campagnes dans la presse, à la radio, par affiches, ... mais il semble qu'il y ait maintenant un blocage.

- en cas de séro-positivité, il y a un entretien particulier, et en cas de troubles on oriente les malades vers des centres : MDM à Calmette, MSF à l'hôpital Sihanouk, ... Il y a des cas dramatiques, des séropositifs rejetés par leur famille, des cas de suicide, ...

Il faut aller au-delà des actions qui sont menées actuellement.

Une position insoutenable : s'en tenir au dépistage, au préservatif, aux conseils, tant pis pour les contaminés, position de certaines instances internationales, de certains responsables cambodgiens.

Je pense au contraire que le Dr Richner a raison il faut donner au Cambodge ce qu'il y a de mieux, mais pas cher. Faire partout ce qu'il y a de mieux, c'est du reste la politique de l'Institut Pasteur : par exemple nous faisons des analyses aussi précises qu'on les fait à Paris.

Au Cambodge, avant d'être submergés, une politique intelligente consisterait à donner des anti-retro-viraux ...

Forte déperdition

Le système tel qu'il existe me rend pessimiste. Les gens d'expérience ont disparu à 80 %; on compense comme on peut ce grand trou dans les générations. Les jeunes Cambodgiens sont avides d'apprendre, le matériel humain est là, et de bonne qualité. La coopération française fait beaucoup et très bien. Mais que feront ces jeunes ? Beaucoup vont dans la fonction publique, mais avec des salaires de 40 ou 50 dollars, ils vont vers le privé, ... Il y a au total une importante déperdition.

Gratuite ... en principe

Toutes les critiques adressées au secteur public comme au secteur privé ne devraient pas faire penser que tous les soins de santé sont mauvais au Cambodge. Il existe une chirurgie gratuite de bonne qualité à Calmette, au Center of Hope/hôpital Sihanouk; les hôpitaux Kanta Bopha (pédiatrie), l'hôpital chinois Ta Cheng, l'hôpital japonais pour la mère et l'enfant, l'hôpital de Takeo, ... font du bon travail. Mais c'est pour

les riches. "Les responsables des hôpitaux eux-mêmes ne voient pas les dessous de table, la corruption, même lorsqu'officiellement les soins sont gratuits", nous dit S. Rousseau.

Le SAMU, très efficace, est menacé de fermeture faute de financement : "personne ne veut payer".

Et "il reste à faire une étude de la morbidité, même de la mortalité, dues à de mauvais soins, à des erreurs médicales, à l'incompétence, à la cupidité, ...".

Anatomie d'une ONG

Conférence de Marc Bonnet

Directeur de Handicap international

Dans sa conférence du 29 avril au Centre culturel, le directeur depuis 1996 de *Handicap International Cambodia*, Marc Bonnet, a d'abord rappelé l'origine de ce que l'on appelle aujourd'hui les ONG, Organisations Non Gouvernementales : une action humanitaire, née au XVIIIème siècle de l'initiative de quelques individus.

Cette action a pris de l'ampleur, accompagnant d'une part le phénomène colonial, avec les médecins militaires de brousse; d'autre part les guerres, avec la création notamment de la Croix Rouge pour les blessés. En même temps naissait le concept de la neutralité vis à vis des pouvoirs politiques.

Une nouvelle étape a été franchie lorsque la notion d'organisation non-gouvernementale a pris une ampleur internationale avec la création d'abord de la Société des Nations, puis de l'Organisation des Nations Unies.

En même temps, à l'objectif premier, l'assistance, s'en est ajouté un second : le développement. Dans les années 50 et 60, sous l'effet du "mouvement tiers-mondiste" sont nés des ONG comme *Terre des Hommes*, *Oxfam*, etc... Dans les années 1975-80, après le Biafra, l'explosion des conflits "périphériques", au Nicaragua, en Afghanistan, au Cambodge, ... a fait mieux prendre conscience de la nécessité d'accompagner l'assistance par une aide au développement. Après "la chute du mur", on passe à la reconstruction.

Handicap international est né dans les camps de réfugiés en Thaïlande dans les années 80. En 1990, HI est active dans plus de 40 pays, dans des domaines comme les handicaps causés par les mines, mais aussi le déve-

loppement agricole, le forage de puits, etc... Elle a créé *Action Nord-Sud*, présent au Cambodge dans des actions de développement.

Pour les handicapés

Il faut entendre par là tous les sortes de handicapés, les populations vulnérables qui s'intègrent mal dans la société. C'est à dire non seulement les handicapés par mines, amputés, paraplégiques, ... mais aussi les accidentés de la route, les handicapés mentaux, les gens traumatisés, ...

Il y a là un aspect "technologies appropriées", c'est à dire utilisant des matériaux et des gens locaux. On a beaucoup progressé dans ce domaine, notamment pour les prothèses plastiques fabriquées au Cambodge. Le rapport coût/qualité s'est beaucoup amélioré.

Côté ressources humaines, on vise le relais du personnel expatrié par du personnel cambodgien. Les expatriés étaient 35 en 1996, ils ne sont plus que 10 actuellement, et encore pour quelques années. On manque de kinésithérapeutes, d'orthopédistes, d'ergothérapeutes, de gestionnaires, et de toutes les professions du développement.

Une action multiforme

En fait l'activité "prothèses" de Handicap International la plus connue, est loin être la seule. Nous avons 5 programmes :

- appareillage orthopédique, dans 7 provinces;
- kinésithérapie dans 8 provinces, et soutien à l'école de kinésithérapie de Phnom Penh;
- réhabilitation sociale dans 8 provinces : soutien économique et social, formation, emplois en faveur de villageois handicapés;
- développement des ca-

pacités des handicapés au sein de la communauté villageoise;

On peut citer encore : la création d'une base de données sur les accidents par mine; - des actions "horizontales" au niveau provincial pour développer les capacités du ministère de l'Action Sociale; - au niveau de la région pour une politique cohérente en matière de handicap; - au niveau national avec les ministères des Affaires sociales, de la Santé, avec la Croix Rouge cambodgienne, le CMAC, la Commission nationale sur le handicap, l'Association des personnes handicapées, ...

Prix Nobel de la Paix

Le travail "en amont" est un point très important de l'action de Handicap international. Un exemple : HI qui avait fait en 1992 une grosse campagne contre les mines ("la guerre des lâches"), a contribué à créer le CMAC en 1992-93, a lancé en 1996 avec 5 autres ONG la campagne internationale contre les mines qui groupe maintenant environ 1000 ONG et organismes associés, qui a eu un résultat concret, le **Traité d'Ot-tawa de 1997**, et a valu à HI le Prix Nobel de la Paix.

Le pouvoir des ONG

Cette action internationale réussie pose, comme l'a fait observer lors de cette conférence Valérie Cabannes, la question très intéressante d'une sorte de pouvoir nouveau, sans frontières, issu de gens s'exprimant au nom des droits de la personne, une "société civile" capable d'influencer les choix politiques, économiques des pays. Une sorte de contre-pouvoir qui s'est exprimé, même confusément, par exemple à Seattle - et ailleurs depuis.

Au Cambodge les ONG, qui sont plus de 200 aujourd'hui et drainent 60 à 70 millions de dollars par an, ont eu pendant des années un "vaste champ libre". Depuis 1979, le gouvernement s'est

montré très ouvert. Il n'y a pas encore de loi sur les ONG.

Il semble que le ministère des Affaires étrangères ait le projet d'enregistrer les ONG, peut-être de les organiser. "*Nous sommes très attentifs, mais nous sommes globalement pour*" dit Marc Bonnet. "*Dans les mois et les années qui viennent on va vers un cadre légal. On en a besoin*".

Au Cambodge, il n'est pas question pour les ONG d'être un "contre-pouvoir". Pour Handicap International, dit Marc Bonnet, il s'agit de jouer un rôle de relais de l'opinion publique auprès du gouvernement, par exemple de faire pression sur la question des mines. "*Pour les droits de l'Homme, il y a des situations très délicates. Jusqu'ici, nous avons des contacts directs avec le ministère des Affaires étrangères*".

Au-delà, nous pouvons aider à définir une politique sociale à 5 ans, 10 ans, 20 ans. Depuis peu, nous avons des interlocuteurs dans les ministères. Nous pouvons influencer les décisions.

Passer le relais

Bien loin de vouloir être un "contre-pouvoir" nous travaillons à transférer nos activités aux ministères, et aux provinces : quoi transférer ? Comment ? Quand passer le relais ?

Passer le relais suppose trois autonomies :

- dans le domaine technique; là il n'y a pas de problème;
- dans le domaine de la gestion; le niveau est encore assez faible;
- dans le domaine financier; ce n'est pas encore au point, ni du côté des concernés, ni de celui des ministères (il y a là des choix au niveau macro-économique).

De sorte que le calendrier du relais est encore incertain. Mais nous prévoyons que dans 2 ou 3 ans Handicap International ne comptera plus que 2 ou 3 expatriés en "soutien technique".

A PROPOS ...

Nouveau terminal cargo

En présence du ministre du Commerce Cham Prasith, de l'ambassadeur de France J.A. Libourel, du directeur de SCA J. Velasque, ... a été inauguré le 5 mai le nouveau terminal cargo de l'aéroport de Pochentong, de 1750 m².

Il comporte, outre une aire de stockage, les services des Douanes, de Camcontrol, de la Santé, ... et une chambre froide.

Cambodge-Vietnam

Un premier résultat concret de la visite de patrons de l'agro-alimentaire français au Cambodge fin mars (cn 132) : Michel Marty (légumes bio) plante dans la province de Kompong Speu 20 ha de maïs pour la société *Proconco* (alimentation pour bétail), établie à Bien Hoa au nord de Saigon. *Proconco* apporte semences, fertilisants et technologie (environ 20 % de l'investissement).

En cas de succès les surfaces pourraient être beaucoup plus importantes, nous dit M. Marty.

D'autres développements sont

attendus. (suite page 8)

CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
d'œuvres
volontaires
m'ill'air
investis-
sement



directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Mise en pages Pen Mary
Cartographie Sambath Houth
Impression CIC Centre Informatique
du Cambodge
58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu sur abonnement seulement
exemplaire gratuit sur demande
tel 023 214 610 mob 012 803 410

E-mail cn@forum.org.kh

A PROPOS ...

CAFC

Le bureau du Club d' Affaires Franco-Cambodgien a été renouvelé : président Dominique Catry (*Comin Khmère*); vice-présidents : P. Le Pen Ven (*EDC*) et A. Kislan-ski (*Total Cambodge*); secrétaire général R. Thallinger (*Danzas*); membres : X. Mathevet (*Europea Finances*) et E. Simard (*Accor*).

Alcatel / Mobitel

Un nouveau contrat a été signé en mars entre la compagnie française *Alcatel* et *Mobitel*, pour 63 millions de dollars. Réalisations prévues en 2000 : toutes les capitales de province seront reliées; la liaison avec Siem Reap sera réalisée par ondes courtes, augmentant la capacité et la qualité des liaisons téléphoniques; à Phnom Penh 10 nouveaux sites seront construits pour répondre à une demande rapidement croissante. Poursuite dans ces mêmes directions les années suivantes.

Conférence de Sok Hach

Dans le cadre des *Conférences sur le Cambodge Contemporain* organisées par le Centre culturel et *Cambodge Nouveau*, M. Sok Hach, expert de la Banque mondiale, ex-conseiller au ministère des Finances, collaborateur du CDRI, donnera le 29 mai à la salle du Centre Culturel, à 6h30, une conférence : **Bilan et perspectives du Cambodge au lendemain de la réunion de Paris.**

ME DIAS

Lunettes noires

Dans son dernier reportage sur le Cambodge, dans *"Le Monde"*, J. C. Pomonti se fait conducteur d'engin de voirie, de benne à ordures; il remue de gros volumes.

Cette pleine page donne au Cambodge une image aussi attrayante qu'un champ d'épannage.

Corruption; prostitution; sida (20 morts par jour); misère généralisée; kidnappings; violences partout; voleurs battus à mort par la foule; viols collectifs; femmes défigurées à l'acide ...

Et encore : monceaux d'ordures "aux fumées chargées de dioxine" que fouillent des centaines d'enfants, tandis qu'on voit de grands responsables khmers rouges dans des villas, dans les super-marchés, dans la haute hiérarchie de l'armée. Développement mais maffieux. Confection : "bas de gamme des produits du quart-monde". Société "déboussolée"; "culture de survie, d'impunité, d'indifférence à l'égard de la mort, de corruption", etc ...

Donnons un coup de main à notre éboueur en ajoutant à cette liste noire : les appropriations frauduleuses de terrains, l'injustice des soins de santé. On peut aussi jeter sur le tas pour faire bonne mesure diverses autres peccadilles : vols et cambriolages, piraterie sur le

Tonle Sap et bateaux qui coulent, barrages-rackets sur les routes, avions qui partent en retard ou qui ne partent pas, ... Tout cela n'est pas faux. Mais, comme on dit, d'un tissu gris on peut tirer les fils noirs ou les fils blancs. L'image du Cambodge qui est donnée là est, au total, très fautive.

"Le Cambodge n'a toujours pas digéré un récent passé de massacres et de tueries" écrit ce reporter chevronné.

Le Cambodge ? Ou J.C. Pomonti ?

A.G.

[Reportage paru sous le titre "25 ans après, le Cambodge de la survie" dans *Le Monde* du 19 avril]

"e-commerce"

Le nombre des utilisateurs d'internet en Asie du Sud-est augmente rapidement. Pour le "e-commerce" (commerce par internet), il n'est encore utilisé à échelle importante que par Singapour : en gros 1 milliard de dollars de transactions en 1999, qui passeraient à 2,8 milliards en 2003. La Malaisie, 58 millions de dollars en 1999 passerait à environ 2 milliards en 2003, la Thaïlande et l'Indonésie avec des chiffres actuellement faibles passeraient à environ 1,3 milliard de dollars en 2003.

La valeur du "e-commerce" mondial a représenté 96 milliards de dollars en 1999. Elle atteindrait 1400 à 3200 milliards

en 2003.

[d'après *The Nation*, 12.4]

VOA et RFA

Deux stations de radio américaines très écoutées : *Voice of America* (VOA), qui relève du Département d'Etat américain, et *Radio Free Asia* (RFA) qui relève du Congrès, la seconde moins accessible parce que sur ondes courtes. Les deux ont un conseil de direction unique. Le directeur de RFA, qui donne des informations spécifiques sur le Cambodge, est Pin Samkhon, ancien co-directeur, avec That Lyhok, de l'ex-AJK, Association des Journalistes Khmers.

La Chine fait des efforts pour empêcher que RFA, qui est très critique sur le respect des droits de l'Homme en Chine, soit écouté, non seulement en Chine, mais à Taiwan, en Thaïlande, etc ... Les deux stations, surtout VOA, facilement accessible, sont très suivies au Cambodge.

Cambodge Nouveau
le lieu où s'informent
et se rencontrent
le secteur privé
et le secteur public,
les responsables
Cambodgiens
et étrangers



indochine
INSURANCE

Service d'Assistance 24h/24

- Spécialistes en alerte prêts à intervenir sur simple appel.
- Ligne téléphonique dédiée.
- Service de nuit en coordination avec la police.
- Intervention immédiate sur les lieux de l'accident.
- Assistance à la rédaction du constat.
- **Service Gratuit**, dans la lignée des garanties offertes par Indochine Insurance.



"La raison du plus fort est toujours la meilleure." !

© Jean de La Fontaine 1621 - 1695

*Soyez exigeant,
Choisissez*



indochine
INSURANCE

UNE COUVERTURE TOTALE EN TOTALE CONFIANCE

No Problem Park - N°55, Rue 178 - Phnom Penh - Royaume du Cambodge

Tel : 210 701 / 210 761 - Fax : 210 501 - Email : info@indochine.com.kh - Internet: www.indochine.net